

Marchés publics

Prestations intellectuelles
de faible montant

Procédure adaptée

**MAPA de prestations
intellectuelles
sans CCAG contractuel**

Mai 2025

N° et nom de l'Opération : **Construction du CENTRE TECHNIQUE OPERATIONNEL DE PREVENTION ET GESTION DE RISQUE**

N° et nom du Marché : **Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé**

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché passé en procédure adaptée dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur : **COLLECTIVITE DE SAINT-MARTIN**
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : **SEMSAMAR**
Adresse : Marigot -97054 SAINT-MARTIN
Représenté par : Monsieur Jean-Luc BENJAMIN, Directeur Général Délégué

Cocontractant :

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire " M.....

☐ agissant en mon nom personnel, domicilié à
☐ agissant au nom et pour le compte de la société dénommée
ayant son siège social à
Forme de la Société :

Capital :

- Immatriculée à l'INSEE sous le n°

* Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

☐ Déclare ne pas être en redressement judiciaire

☐ Déclare être en redressement judiciaire (joindre la copie du jugement)

- DECLARE SUR L'HONNEUR n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :

.....

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Date Signature

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Comptable assignataire :

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

Date de notification le :

Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles relatif à l'exécution des prestations suivantes :

-Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé, **pour la Construction du CENTRE TECHNIQUE OPERATIONNEL DE PREVENTION ET GESTION DE RISQUE à Galisbay - Marigot.**

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont à réaliser à Galisbay-Marigot- parcelles AN 270 ; 268 ; 269

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1 – le présent marché décomposé en conditions particulières et conditions générales (les conditions particulières primant sur les conditions générales), et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ; le marché prévaut sur ses annexes en cas de contradiction, et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes.
- 2 – dans le cas où les prestations réalisées relèveraient du droit de la propriété intellectuelle, le seul chapitre V du CCAG-Prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 16/09/2009 (publié au JO du 16 octobre) en ce qui concerne la concession de droits d'utilisation sur les résultats.
- 3 - la note méthodologique ;
- 4 – le devis remis par le titulaire pour l'établissement du marché

ARTICLE 3 – MONTANT DE L'OFFRE

3.1 Montant de l'offre

Le marché est passé à prix ferme actualisable dans les conditions définies aux conditions générales.

L'index de référence pour l'application de la clause de variation des prix est l'index Ingénierie.

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT :

Montant HT (en lettres) :

TGCA au taux de 4%.... Montant en €.

Montant € TTC

Montant €TTC (en lettres) :

Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché : visites, réunions, déplacements,....

3.2 Décomposition par prestation ou élément d'études à réaliser

Prestation ou élément d'études	Montant HT	Montant TTC
TOTAL :	€ HT	

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ - PENALITES

4.1 Durée du marché

La durée d'exécution du marché est de**20 mois**..... à compter de sa notification.

Il ne pourra pas faire l'objet d'une reconduction.

Les délais d'établissement des documents à fournir par le titulaire au titre des prestations ou éléments d'études ci-dessus identifiés et les délais de leur acceptation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sont :

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur	Délai d'acceptation

Ces documents doivent être remis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le pouvoir adjudicateur ou son représentant , sur le ou les supports suivants :

.....

4.2 Pénalités pour retard

En cas de retard dans la remise des documents, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200e du montant, **en prix de base hors TGCA**, de l'élément de mission concernée.

ARTICLE 5 – MODE DE REGLEMENT

☐ Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision de réception.

☒ Le règlement du prix s'effectue à la remise des documents dus au titre de chaque prestation ou élément d'études ci-dessus identifié et décision de réception distincte : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se libérera des sommes dues au titre du marché par :

☐ chèque bancaire établi au nom du titulaire

☒ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise :
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

Fait en originaux

(En application de l'article 1375 du code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

à.....

le.....

Mention(s) manuscrite(s)

"lu et approuvé"

Signature du titulaire du marché

Signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – FORME DES NOTIFICATIONS

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur ou son représentant utilise des ordres de service qui sont écrits, datés, numérotés et signés par lui-même. Le titulaire en accuse réception datée. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au pouvoir adjudicateur ou son représentant, dans un délai de quinze jours, décompté à partir de sa réception.

Les ordres de service sont adressés sous une forme permettant d'attester de leur date certaine de réception.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul, qualité pour présenter ses réserves.

ARTICLE 2 - VARIATION DES PRIX

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{I(m-3)}{I_0}$$

I_0 est l'index de référence, défini aux conditions particulières, de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

$I(m-3)$ est l'index de référence de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 3 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives à la sous-traitance, le titulaire devra faire accepter chaque sous-traitant et

agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

ARTICLE 4 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

4.1 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

4.2 Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REGLEMENT

Seule la réception permet le paiement de la prestation dont le prix est indiqué dans la décomposition par prestation ou élément d'études à réaliser.

Toutefois ces prestations peuvent être réglées partiellement sur acompte avant leur achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution excéderait trois mois.

En ce cas, le titulaire peut demander le versement d'un acompte correspondant à une fraction du prix mentionné dans la décomposition de prix. Pour cela, il devra justifier d'un pourcentage d'avancement du travail réalisé au titre de cette mission.

Ce pourcentage, après accord du pouvoir adjudicateur ou son représentant, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le titulaire transmet sa demande de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Elle sera datée et devra comporter les références du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Le règlement intervient dans le délai maximum de 30 jours suivant la réception de la facture relative au marché sur la base des sommes admises par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les

intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

Le règlement des sous-traitants aura lieu dans les conditions définies par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – RECEPTION / ACHEVEMENT DE LA MISSION

6.1 Réception des documents

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant procédera à la réception des prestations à la remise des documents dus au titre de chaque prestation ou élément d'études ci-dessus identifié, dans les délais définis à l'article 4.1 des conditions particulières qui courent à compter de la date de réception de ces documents par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Ces opérations donnent lieu à des décisions de réception distinctes.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant dans ce délai vaut réception des documents.

En cas de refus de réception des documents produits, le titulaire dispose d'un délai défini par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, à compter de la réception de la décision de rejet, pour procéder aux corrections attendues.

6.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai d'un mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

ARTICLE 7 – UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière est l'option A (Concession de droits d'utilisation sur les résultats) telle que définie au chapitre V du CCAG-PI approuvé par l'arrêté du 16/09/2009 (publié au JO du 16 octobre).

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

ARTICLE 9 - RESILIATION

9.1 Résiliation sans faute à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour un motif d'intérêt général.

L'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

9.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché sera résilié sans mise en demeure à ses frais et risques.

ARTICLE 10 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles

R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 10 – DIFFERENTS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal compétent est celui du lieu principal d'implantation du pouvoir adjudicateur.

Fait en originaux

(En application de l'article 1375 du code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

à.....

le.....

Signature du titulaire du marché

Signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant